

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 22/09/3.9

SEANCE DU 19 SEPTEMBRE 2022
L'AN DEUX MILLE VINGT DEUX ET LE DIX NEUF SEPTEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	29	4	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Nicole BERNARDINI, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Carine GINZAC, Didier MARTINA-FIESCHI, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Nadine ALESSI, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Benoit ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTEES :

Michel THUILIER, (représenté par Monsieur le Maire)
Michel OLLAGNIER, (représenté par Christine DEL NERO)
Stanislas ROQUEBERT, (représenté par Nicole BERNARDINI)
Ombeline LOMPRES, (représentée par Dominique RIGHI)

Secrétaire de séance : Anaïs HATRET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE</u> : OUI	<u>POUR</u> :	<u>CONTRE(S)</u> :
<u>ABSTENTION(S)</u> :		<u>BLANC(S) et NUL(S)</u> :

OBJET : Dépôts sauvages : fixation d'une tarification d'enlèvement et de nettoyage

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que les communes ont pour préoccupation majeure sur la seule considération environnementale, de lutter contre les abandons et dépôts illégaux de déchets.

Ces dépôts dits sauvages sont, en effet, néfastes à la qualité de vie de nos administrés en dégradant leur cadre de vie et en étant sources de nuisances de tous types pour le voisinage.

La réflexion de la commune s'est portée sur la meilleure solution ou combinaison de solutions pour mener efficacement cette lutte.

Monsieur le Maire précise donc que 2 axes sont privilégiés tenant à la prévention et la répression.

- Sur la prévention, il s'agit de donner des moyens à chacun de se débarrasser en toute règle de ses déchets avec une information permanente.
- Sur la répression, la commune, au titre de ses pouvoirs de police, peut verbaliser les auteurs des faits.

Cette vision globale de la lutte contre les dépôts sauvages est la conséquence de la loi anti gaspillage pour une économie circulaire du 10.02.2020.

Selon le principe clé que le producteur ou le détenteur de déchets est responsable de sa gestion et de son élimination, c'est donc la responsabilité du producteur qui doit être recherchée en cas de constat d'un dépôt sauvage ou illégal.

Au-delà des dispositions du Code de l'Environnement et du Code Pénal qui répriment le responsable du dépôt sauvage selon des amendes allant de la 2^{ème} à la 5^{ème} classe, la Ville a engagé une démarche préventive basée :

- sur l'aménagement qualitatif des espaces vides ou dédiés,
- sur le choix des sites et mobiliers de collecte,
- sur une collaboration avec l'ensemble des acteurs de la collecte,
- sur la sensibilisation, l'information et la communication avec les administrés et les entreprises.

La volonté de dissuader les fautifs, auteurs de dépôts sauvages va reposer sur 2 moyens :

1. une surveillance vidéo des sites selon la réglementation en vigueur,
2. la réparation financière pour les auteurs de l'infraction notamment dans le cadre des pouvoirs de police générale et spéciale du Maire.

Pour ce faire, après identification du responsable :

- la commune doit fixer un tarif correspondant aux frais d'enlèvement des déchets
- la commune constate le dépôt et procède à son enlèvement
- la commune adresse un titre de recettes au responsable du dépôt.

Il est donc arrêté que la Ville entend, après constat des infractions, mettre le coût de l'enlèvement du dépôt à la charge du la base des articles R 632-1 et R 635-8 du Code Pénal. Les infractions, selon leurs natures constatées, pourront donner lieu à l'établissement de rapports ou procès-verbaux de constatation. Tout contrevenant s'expose en outre à une amende prévue par le Code Pénal.

Monsieur le Maire propose en conséquence de l'exposé qui précède, la tarification suivante :

Grille tarifaire

Dépôts sauvages et illégaux en tous lieux		Tarif pratiqué
Petit volume < 500 l		200 €
Gros volume > 500 l		300 €
Dépôts sauvages > 500 l		
Mise à disposition benne à ordures ménagères	heure	150 €
	½ journée	500 €
	journée	900 €
Mise à disposition camion grue	heure	100 €
	½ journée	400 €
	journée	800 €

Matériaux polluants	
Amiante – coût effectif de l'enlèvement et du traitement par un prestataire	Coût facturé
Autres matériaux polluants	Coût réel

L'ASSEMBLEE,

Vu la Loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1, L 2212-2, L 2212-2-1, L 2122-2-2, L 2122-2-4, L 2224-13 et L 2224-17,

Vu le Code Pénal et notamment ses articles R 632-1, R 635-8, R 610-5 et R 644-2,

Vu le Code de Procédure Pénale,

Vu le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 541-1 & L 541-6,

Vu le Code de la Sécurité Intérieure et notamment son article L251-2,

Vu le Code de la Route et notamment son article R330-3,

Vu le règlement sanitaire départemental,

Considérant que la Ville souffre de nombreux dépôts sauvages sur l'ensemble de son territoire,

Considérant que la Ville offre des solutions pour une évacuation des déchets en conformité avec la réglementation (déchetterie, points d'apports volontaires, ...),

Considérant que la Ville communique avec la Métropole compétente en matière de collecte des déchets ménagers,

Considérant que le Maire au titre de ses pouvoirs de police est chargé de la salubrité et de la santé publique,

Considérant qu'il convient de tout mettre en œuvre pour respecter l'environnement et le cadre de vie des administrés de la commune,

Considérant les moyens de dissuasion mis en œuvre par la Ville par une vidéo surveillance de certains sites,

Considérant hors cadre des poursuites pénales éventuelles que la Ville entend faire supporter la charge de l'enlèvement du dépôt sauvage à son auteur,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la mise en place d'une grille tarifaire d'enlèvement et de nettoyage du dépôt sauvage permettant de facturer l'auteur de l'infraction en réparation de l'action de remise en état et d'évacuation de la Ville.
2. APPROUVE la tarification proposée.
3. PRECISE que cette application sera effective dès transmission à Monsieur le Préfet du Var.

Envoyé en préfecture le 22/09/2022

Reçu en préfecture le 22/09/2022

Affiché le

ID : 083-218300903-20220919-D2022_09_3_9-DE

4. DIT que les recettes seront encaissées sur le budget communal.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI

